

# a

## FIDA

### FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

#### Consultation sur la septième reconstitution des ressources du FIDA – Quatrième session

Doha (Qatar), 1<sup>er</sup>-2 octobre 2005

### **PRIORITÉS DU PROGRAMME ET RESSOURCES REQUISES POUR LA PÉRIODE DE LA SEPTIÈME RECONSTITUTION (2007-2009)**

#### **I. PROGRAMME DE TRAVAIL**

1. La Consultation sur la septième reconstitution des ressources du FIDA se tient à un moment particulièrement important. Il y a cinq ans, lors du Sommet du Millénaire, les dirigeants mondiaux ont fixé les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), dont le premier consiste à réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de ceux qui vivent dans une pauvreté extrême, c'est-à-dire avec à peine un dollar par jour. Les trois quarts de ces 1,2 milliard d'hommes et de femmes extrêmement pauvres – soit 900 millions de personnes – vivent en milieu rural et sont tributaires pour leur subsistance de l'agriculture et des activités connexes. S'attaquer à la pauvreté rurale est donc primordial si l'on veut réaliser les OMD.

2. Au cours de ses 27 années d'existence, le FIDA s'est singularisé par l'accent qu'il a mis sur la lutte contre la pauvreté rurale. Ses activités ont pour but d'appuyer les activités productives des ruraux pauvres – petits exploitants, éleveurs, pêcheurs, paysans sans terre et, surtout, femmes rurales pauvres – pour les aider à améliorer leur productivité et à accroître leur production et leurs revenus. Ainsi, les opérations du FIDA vont au cœur même du problème de la pauvreté, et par conséquent des OMD.

3. Le FIDA a récemment fait l'objet d'une évaluation qui a peut-être été la plus détaillée à laquelle ait jamais été soumise une institution des Nations Unies. Le rapport final de cette Évaluation externe indépendante (EEI) est parvenu à la conclusion que le mandat du FIDA demeure pertinent et a encore été légitimé par l'importance attachée au développement du secteur rural dans les récents rapports concernant les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des OMD.

4. À la suite de leur analyse intensive des projets du FIDA (et de leurs visites sur le terrain), les évaluateurs ont constaté que le FIDA soutient parfaitement la comparaison avec des institutions financières internationales comme la Banque mondiale/Association internationale de développement. Parmi l'échantillon des 20 projets du FIDA sélectionnés au hasard aux fins de l'évaluation, il a été jugé que 70,7% étaient satisfaisants au regard de trois critères: pertinence, efficacité et efficience. Selon les mêmes critères, 67,5% des projets réalisés par la Banque mondiale dans le secteur rural pendant la période écoulée entre 1994 et 2003 ont été jugés satisfaisants.

5. Simultanément, l'EEI a débouché sur un certain nombre de recommandations et d'enseignements précieux qui permettront d'améliorer encore plus l'impact et la durabilité des projets du FIDA. Sur la base des recommandations issues de l'EEI et des initiatives et réformes en cours, la direction du Fonds a formulé un plan d'action prévoyant une série cohérente d'initiatives pour relever le défi. Il s'agira notamment d'adapter le modèle opérationnel et les méthodes de gestion des ressources humaines du FIDA, d'appliquer une nouvelle stratégie afin d'accroître l'impact des activités du Fonds, de renforcer la capacité du Fonds à suivre les résultats, les réalisations et l'impact de ses activités sur le développement et à en rendre compte.

6. Le FIDA a donc fait la preuve qu'il pouvait aider les ruraux pauvres, y compris les plus pauvres des pauvres, à saisir les possibilités d'accroître leur production et de sortir ainsi de l'ornière de la pauvreté. Le Fonds a également entrepris de renforcer ses méthodes de travail pour accroître son efficacité et son impact. Il participe pleinement à l'Initiative renforcée pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés et a proposé d'adopter un cadre de soutenabilité de la dette pour les pays en situation de surendettement.

7. Ce mois-ci, les dirigeants mondiaux doivent se réunir de nouveau pour évaluer les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des OMD. Il ressort de l'analyse élaborée en vue de la réunion au sommet de septembre que ces progrès n'ont pas été satisfaisants, particulièrement en Afrique subsaharienne où, à en juger par les tendances actuelles, beaucoup de pays n'atteindront sans doute pas les OMD. Les dirigeants mondiaux devraient, lors de leur réunion au sommet, réitérer leurs engagements et inviter la communauté internationale à redoubler d'efforts pour réaliser les OMD.

8. À un moment où la communauté internationale accorde une attention renouvelée et grandement accrue à la pauvreté, il conviendrait d'exploiter au mieux la capacité éprouvée du FIDA de permettre aux pauvres de devenir des agents de changement – c'est-à-dire d'en être les sujets plutôt que les objets – et d'un développement rural rapide. Le FIDA accorde actuellement des prêts et des dons d'un montant total de 550 millions de USD par an, dont la moitié va aux pays d'Afrique. Le financement fourni par le FIDA appuie des projets représentant un investissement global de quelque 1 milliard de USD, le solde provenant de cofinancements extérieurs et des contributions des gouvernements et partenaires nationaux. Chaque année, quelque 10 millions d'hommes et de femmes pauvres bénéficient de ces projets et programmes.

9. Dans le contexte des efforts accrus qui doivent être déployés pour éradiquer la pauvreté et la faim, le FIDA peut et doit faire plus. À cette fin, le Président du FIDA a proposé – dans sa déclaration devant le Conseil des gouverneurs en février 2005 – que le programme de travail du Fonds s'accroisse à un rythme de 10% par an au cours des années à venir. Ce taux de croissance a été très largement appuyé par les membres du Fonds. Il permettrait au FIDA d'accroître la valeur totale de son programme de travail, pendant la période couverte par la septième reconstitution, de 33% environ par rapport à la sixième reconstitution, c'est-à-dire de le porter de 1,5 milliard de USD en 2004-2006 à 2 milliards de USD en 2007-2009. Cet accroissement du programme de travail, en termes de volume et de nombre de projets, permettrait au Fonds d'atteindre chaque année, pendant la période de la septième reconstitution, 13 millions de ruraux pauvres, contre 10 millions à l'heure actuelle. Il lui donnerait également la possibilité de s'attaquer à un certain nombre de problèmes clés qui constituent des contraintes critiques pour les ruraux pauvres. Ces aspects sont évoqués dans la section ci-après.

## II. PRIORITÉS DU PROGRAMME

10. Avec un programme de travail d'une valeur de 2 milliards de USD pour la période de la septième reconstitution – soit 33% de plus que pendant la période de la sixième reconstitution – le FIDA pourrait accroître considérablement l'action qu'il mène pour lever les principaux obstacles entravant la productivité des ruraux pauvres. L'orientation stratégique de ses opérations au cours de la période de la septième reconstitution sera définie plus en détail dans le cadre stratégique qui doit être élaboré pour 2007-2009 et dans les stratégies régionales qui en découleront. L'un des principaux objectifs du cadre stratégique sera de renforcer la contribution du FIDA à la réalisation des OMD.

11. Selon le nouveau cadre stratégique, les projets appuyés par le Fonds exploiteront la longue expérience acquise par le FIDA en matière de conception et d'appui à l'exécution de programmes de lutte contre la pauvreté au cours de ses 27 années d'existence. Depuis sa création, il a fourni des financements d'un montant de plus de 8,7 milliards de USD pour la réalisation de 676 projets qui ont représenté un investissement global de quelque 23,9 milliards de USD. On estime que plus de 250 millions d'hommes et de femmes pauvres ont bénéficié de ces projets.

12. La grande diversité des États membres emprunteurs en termes de structures économiques, de niveaux de revenus et de bases de ressources naturelles appelle la mise en œuvre de stratégies diversifiées dans les différents pays et régions compte tenu des situations spécifiques de pauvreté rurale, des opportunités et des partenariats. Le programme de travail renforcé du FIDA pour la période de la septième reconstitution comporte cependant un certain nombre de thèmes transversaux. Dans toutes les régions, le Fonds s'emploiera à renforcer les capacités des ruraux pauvres, de leurs organisations et de leurs communautés pour leur permettre d'améliorer leur productivité et d'accroître leurs revenus. Faute d'efforts concertés et ciblés tendant à créer des possibilités nouvelles pour les femmes et les groupes marginalisés, les inégalités socioéconomiques et entre les sexes sont condamnées à persister.

13. Le manque d'accès aux services financiers est l'une des contraintes qui limitent le plus la possibilité d'élargir les choix socioéconomiques des ruraux pauvres. Le FIDA est la seule institution financière internationale à cibler spécifiquement ses activités sur la finance rurale et il entend faire jouer cet avantage comparatif pour aider à établir des systèmes financiers ruraux qui puissent non seulement accorder des prêts mais aussi donner accès à l'épargne, à l'assurance et aux services de rapatriement de fonds. Pour que les petites entreprises et autres producteurs ruraux pauvres puissent se développer, il les aidera à établir des liens avec des acteurs commerciaux mieux implantés dans le secteur privé et s'attachera à promouvoir l'établissement de cadres réglementaires et de schémas d'orientation plus propices.

14. Améliorer l'accès des ruraux pauvres aux ressources naturelles et à la technologie est l'un des piliers de l'action menée par le FIDA pour atténuer la pauvreté rurale. Le programme de travail consistera principalement à intensifier et diversifier la production agricole, avec une mobilisation autour des questions liées à la terre et à l'eau, et à mettre en avant la gestion des savoirs pour aider les ruraux pauvres à innover, à expérimenter et à échanger leurs données d'expérience. Les ruraux pauvres sont particulièrement vulnérables à des fléaux tels que la pandémie de VIH/sida, et sont par ailleurs les principales victimes des conflits et catastrophes naturelles. Dans les pays touchés, les nouveaux projets et programmes du FIDA prévoient des mesures spécifiques pour aider les ruraux pauvres à faire face à ces catastrophes. Dans tous ces domaines, les programmes du FIDA seront étayés par des partenariats renforcés avec des institutions nationales, régionales et internationales.

15. Les principaux éléments des stratégies régionales sont exposés dans les sections qui suivent et sont analysés plus en détail, pour chacune des régions, en annexe.

## **Afrique de l'Ouest et du Centre**

16. Avec un programme de travail plus étoffé, le FIDA pourra exploiter l'expérience considérable qu'il a accumulée quant aux perspectives et aux limites de la réduction de la pauvreté rurale en Afrique de l'Ouest et du Centre, augmenter ses investissements dans les domaines où il a un avantage comparatif, tirer parti de la refocalisation sur l'agriculture et le développement rural dans la région. Quatre objectifs stratégiques seront poursuivis: i) renforcer la capacité des ruraux pauvres et de leurs organisations; ii) améliorer l'accès aux services financiers et aux marchés; iii) accroître la productivité de l'agriculture et des ressources naturelles; et iv) réduire la vulnérabilité des ruraux aux principales menaces qui pèsent sur leurs moyens de subsistance.

17. Le FIDA appuie des initiatives spécifiquement conçues pour aider à atteindre ces objectifs stratégiques. En ce qui concerne le premier, il a élaboré une approche du développement basée sur l'initiative populaire, qui guidera toute son action future en vue d'assurer pleinement la participation des communautés au processus de décentralisation et de réforme des institutions. Il s'attachera en particulier à promouvoir une augmentation des investissements dans les infrastructures sociales (par exemple eau potable, dispensaires et écoles rurales).

18. Pour faire face aux besoins du dynamique secteur de la microfinance qui est en train de naître dans la région, la stratégie de financement rural et le plan d'action régional, conjugués à un nouveau mécanisme d'appui à l'exécution, aideront les institutions de microfinance à élaborer de nouveaux produits, améliorer les systèmes de suivi et de rapports, établir des réseaux avec d'autres établissements de microfinance et resserrer leurs liens avec les grandes institutions financières. En ce qui concerne l'accès aux marchés, l'ambitieux programme de partenariats avec le secteur privé lancé récemment aidera à créer des liens effectifs entre les petits producteurs et les petites et grandes entreprises pour faciliter la production et la commercialisation de cultures alimentaires et produits ciblés. Les efforts de promotion et de développement des petites entreprises engagés au Burkina Faso et au Sénégal seront élargis. La construction de routes d'accès, d'installations de stockage et de marchés ruraux nécessitera des investissements substantiels. Le portefeuille du FIDA compte actuellement environ 200 projets et programmes en cours, représentant globalement un investissement de 6,3 milliards de USD, dont le Fonds a financé 2,9 milliards de USD. Quelque 100 millions d'hommes et de femmes ruraux pauvres devraient bénéficier de ces projets.

19. Pour contribuer à améliorer la productivité de l'agriculture et des ressources naturelles, la division s'intéressera essentiellement au matériel végétal amélioré, à la transformation à petite échelle et aux technologies après récolte. Dans ce contexte, elle appuiera vigoureusement la multiplication et la diffusion des nouvelles variétés de riz pour l'Afrique (NERICA) et des nouvelles variétés de manioc. Elle s'attachera à encourager l'adoption de méthodes améliorées de gestion des ressources naturelles, spécialement pour promouvoir la conservation des sols et de l'eau dans les régions semi-arides, et mettra l'accent sur la micro-irrigation afin de réduire la vulnérabilité des cultures. La productivité de l'élevage et de la pêche augmentera grâce aux organisations de producteurs et associations villageoises privées.

20. Beaucoup de pays de la région sont vulnérables aux risques de conflit et de catastrophe naturelle et à l'épidémie de VIH/sida. La dimension de sensibilisation et d'information des projets financés par le FIDA permettra d'intégrer aux programmes pour la région des mesures propres à atténuer ces menaces.

21. Avec un programme de travail renforcé pour 2007-2009, le FIDA pourra accroître d'environ 330 millions de USD son programme d'activités dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre, soit 100 millions de USD pour 2007, 110 millions de USD pour 2008 et 120 millions de USD pour 2009.

### **Afrique orientale et australe**

22. L'Afrique orientale et australe est la région dans laquelle la réduction de la pauvreté dépend le plus manifestement du développement rural, et c'est là qu'il faudra accélérer la cadence au maximum pour pouvoir réaliser les OMD. L'élargissement du programme de travail pendant la période de la septième reconstitution permettra au FIDA de soutenir efficacement les efforts de réduction de la pauvreté rurale dans cette région.

23. D'une façon générale, le FIDA continuera d'axer ses efforts de développement sur l'accès des ruraux pauvres: a) aux services financiers; b) aux marchés; c) à la terre et à l'eau (et à la gestion de ces ressources); d) à la technologie agricole et à l'information. Dans tous ces domaines, il s'agira essentiellement de permettre aux populations rurales pauvres d'apprendre, d'acquérir des compétences, de créer leurs propres institutions, d'où l'insistance sur la formation de partenariats avec les organisations nationales d'agriculteurs. Dans toutes ces activités, les questions cruciales que sont le VIH/sida et la sécurité foncière pour les pauvres seront dûment prises en compte et traitées.

24. Dans beaucoup des pays de la région, le FIDA est l'un des partenaires majeurs des gouvernements dans le secteur rural. Aussi son rôle consiste-t-il pour une large part à aider les gouvernements à élaborer et à réaliser, aux échelons sectoriel et infrasectoriel, des programmes **nationaux** qui répondent aux besoins des pauvres. L'appui aux processus stratégiques de réduction de la pauvreté sera une condition *sine qua non*; la participation aux approches sectorielles sera l'un des éléments essentiels de l'engagement du FIDA en faveur de la politique sectorielle adoptée par le Conseil d'administration en avril 2005. Dans tous les pays, les engagements figurant dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide seront plus que jamais mis en exergue.

25. Dans la région Afrique orientale et australe, le programme de travail élargi pour 2007-2009 représentera des prêts et des dons d'un montant total de 331 millions de USD, à savoir 100 millions de USD en 2007, 110 millions de USD en 2008 et 121 millions de USD en 2009.

### **Asie et Pacifique**

26. Si l'Asie a enregistré les plus grandes avancées vers la réalisation des OMD, l'extrême pauvreté y reste massive, puisqu'elle touche 270 millions de personnes en Asie de l'Est et 430 millions en Asie du Sud. La pauvreté extrême demeure essentiellement un problème rural: 79,6% des habitants de l'Asie de l'Est et 77,2% des Asiatiques qui subsistent avec moins de 1 USD par jour vivent en milieu rural. La région Asie et Pacifique dispose d'un certain nombre d'atouts (démocratie, décentralisation et macroéconomies saines) qui lui donnent une fenêtre d'opportunité pour réduire nettement la pauvreté rurale dans les prochaines années. Le FIDA, pour sa part, a acquis une expérience considérable dans la conception et la réalisation de projets et de programmes pour les groupes de ruraux pauvres, en particulier les femmes et les populations autochtones.

27. Le FIDA poursuivra la mise en œuvre de sa stratégie pour l'Asie et le Pacifique<sup>1</sup>, qui compte quatre piliers: développement des régions les moins favorisées; renforcement des capacités des femmes à promouvoir le changement économique et social; renforcement des capacités des populations autochtones et des autres groupes marginalisés; création de coalitions de pauvres.

28. Dans les régions les moins favorisées, il s'agira de mettre au point et de diffuser des technologies novatrices de développement durable des cultures traditionnelles et des cultures de grande valeur. Il faudra aussi soutenir les femmes, faciliter leur accès aux services financiers et à la technologie, accroître leur représentation dans les institutions locales, aider à renforcer leurs

---

<sup>1</sup> La Division Asie et Pacifique a demandé au Bureau de l'évaluation d'évaluer en 2005 la stratégie régionale qu'elle a élaborée en 2002 et elle envisage d'en faire aussi une auto-évaluation, ce qui devrait déboucher sur une révision de la stratégie régionale au début de 2006.

organisations communautaires. Les femmes seront du reste l'un des principaux groupes cibles de tous les nouveaux projets appuyés par le Fonds. De même, l'action en faveur des groupes de ruraux marginalisés se focalisera sur l'amélioration de l'accès aux ressources et le renforcement des capacités d'autodéveloppement.

29. Les questions stratégiques qui commencent à se poser en Asie sont notamment le nécessaire retour vers l'agriculture, les difficultés liées au manque de terres et d'eau, l'exploitation des biotechnologies au service des pauvres, et l'élargissement de la sphère de la microfinance et de la microentreprise. Par ailleurs, la pauvreté est synonyme de dénuement, mais aussi de vulnérabilité aux chocs exogènes qui déclenchent la spirale de la misère. Le prochain grand défi du développement durable consistera donc à poursuivre la mise en œuvre de stratégies et de politiques de réduction de la pauvreté propres à réduire ou atténuer les risques et à encourager les mécanismes de riposte. Les vulnérabilités qui se profilent à l'horizon sont notamment le risque de propagation du VIH/sida, surtout parmi les ruraux pauvres et les femmes d'Asie, et de la pandémie de grippe aviaire qui pourrait priver de moyens de subsistance d'innombrables ruraux pauvres et créer un risque sanitaire dans le monde entier. Par ailleurs, le FIDA s'attachera à promouvoir la mise en œuvre d'approches novatrices de prévention des crises et de reconstruction et de développement après les crises pour aider les pays exposés aux risques de catastrophe ou de conflit.

30. L'élargissement du programme de travail du FIDA en 2007-2009 permettrait de prévoir dans la région Asie et Pacifique des activités d'une valeur de 558 millions de USD pour la période de la septième reconstitution: 169 millions de USD en 2007, 185 millions de USD en 2008 et 204 millions de USD en 2009.

### **Proche-Orient et Afrique du Nord**

31. Depuis sa création en 1977, le FIDA est très présent dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord (POAN) et l'élargissement de son programme de travail pour 2007-2009 lui permettrait d'y jouer un rôle plus important. Selon le rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le développement, le développement économique de la région stagne depuis les années 90, et 62,9% des personnes extrêmement pauvres vivent en milieu rural.

32. Dans la région POAN, la rareté de l'eau est sans doute pour les ruraux pauvres le problème numéro un. Autre défi majeur: les taux de chômage extrêmement élevés (plus de 15%), particulièrement parmi les jeunes diplômés. Malgré l'importance capitale de la microfinance pour les populations rurales pauvres, elle s'est développée plus tardivement dans la région que dans la plupart des autres pays en développement. Des millions de ruraux pauvres continuent de ne pas avoir accès à des services financiers adéquats et peinent à trouver de nouveaux marchés pour leurs produits agricoles, autant de facteurs qui expliquent la persistance d'un niveau élevé de pauvreté rurale dans la région.

33. Le FIDA espère que sa stratégie révisée pour la région POAN accentuera son rôle dans la région, sur les plans thématique et géographique. Quatre grands éléments seront privilégiés: i) un nouveau seuil pour la gestion des terres et des ressources en eau, l'intention étant de réduire la pauvreté en s'inspirant des programmes du FIDA les plus concluants et d'engager des concertations pour une meilleure gouvernance en matière de gestion des terres et de l'eau; ii) la lutte contre le chômage des jeunes dans le cadre des programmes de réduction de la pauvreté rurale, en définissant des interventions ciblées et efficaces sur la base des recherches en cours; iii) la mise en place de la microfinance rurale grâce à des partenariats avec les principales institutions dans le domaine et à la collaboration avec les banques commerciales et les principales institutions financières régionales; iv) l'accès des petits exploitants et des ruraux pauvres aux marchés internationaux en aidant les pays de la région POAN à développer les marchés d'exportation des produits non traditionnels et en appuyant les initiatives des ONG et du secteur privé.

### **Région Europe centrale et orientale et nouveaux États indépendants (ECI)**

34. Les huit pays de la région Europe centrale et orientale et nouveaux États indépendants sont un élément relativement nouveau du portefeuille du FIDA. L'effondrement de l'ancien système communiste s'est traduit dernièrement par une montée en flèche des taux de pauvreté. Dans les pays de la Communauté d'États indépendants, la proportion des personnes qui vivent avec moins de 1 USD par jour est passée de 0,4% en 1990 à 5,3% en 2001. Cette augmentation est surtout nette dans les zones rurales, qui regroupent 52,6% de la population extrêmement pauvre. Dans la région ECI, la pauvreté tend à se concentrer dans les zones montagneuses et isolées, et touche surtout des personnes âgées, les jeunes et les ménages dirigés par des femmes.

35. L'objectif stratégique du FIDA dans la région ECI est d'appuyer le processus de transition avec des programmes de développement agricole durable propres à réduire la pauvreté rurale. Le développement du secteur privé et des partenariats public-privé sera le moteur de la plupart des interventions. Il s'agira plus particulièrement d'améliorer l'accès des petits exploitants aux marchés nationaux, régionaux et internationaux, en utilisant la filière des produits de base d'une manière sélective qui renforce les articulations avec les ménages d'agriculteurs les plus pauvres.

36. Les éléments transversaux des stratégies pour la région POAN et pour la région Europe centrale et orientale et nouveaux États indépendants (ECI) seront notamment les suivants: l'action en faveur des femmes sur la base des enseignements tirés des programmes pilotes appuyés par le FIDA; un rôle plus actif dans les instances de coordination des donateurs et la formation de partenariats avec le secteur privé et la société civile; une démarche de gestion des savoirs qui permette d'introduire à plus grande échelle les innovations réussies et d'accroître la portée et la visibilité de l'action du Fonds, et de faciliter la diffusion des données d'expérience tirées des programmes de pays du FIDA et de sa collaboration avec ses partenaires.

37. L'élargissement du programme de travail du FIDA dans la région POAN et ECI pendant la période couverte par la septième reconstitution se traduirait par un volume d'activités représentant au total 283 millions de USD: 86 millions de USD en 2007, 94 millions de USD en 2008 et 103 millions de USD en 2009.

### **Amérique latine et Caraïbes**

38. La réduction de la pauvreté demeure l'un des problèmes majeurs à résoudre dans la région Amérique latine et Caraïbes, particulièrement dans les zones rurales, où 64% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. Pour relever les défis de la région, le FIDA articulera ses opérations autour de quatre éléments principaux: i) le développement du capital humain et social; ii) l'exploitation des débouchés; iii) la promotion de la concertation; et iv) l'harmonisation des investissements.

39. La formation de capital humain et social sera centrée sur les femmes (en intégrant des considérations de genre dans toutes les activités) et sur les jeunes (grâce à la formation professionnelle et à l'amélioration de l'employabilité). Les groupes autochtones, qui constituent la majeure partie des ruraux pauvres de la région, resteront une priorité, en particulier les groupes d'ascendance africaine.

40. L'amélioration de l'accès aux services financiers et aux marchés sera un élément majeur des opérations du FIDA dans la région. Il est notamment prévu à cet effet de développer des circuits de production compétitifs, en association stratégique avec le secteur privé.

41. Le FIDA appuiera la concertation et l'élaboration des politiques favorables aux pauvres issues de ses expériences de projets avec la participation des représentants des petits exploitants. Il s'intéressera tout particulièrement aux effets des accords commerciaux régionaux et au renforcement

de l'harmonisation et de la coordination avec d'autres organismes de développement, conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

42. Le programme de travail élargi prévu pour 2007-2009 permettra au Fonds d'accorder dans la région Amérique latine et Caraïbes des prêts et des dons d'un montant total de 307 millions de USD: 93 millions de USD en 2007, 102 millions de USD en 2008 et 112 millions de USD en 2009.

### **Conclusion**

43. Le programme de travail renforcé d'un montant de 2 milliards de USD pour la période couverte par la septième reconstitution des ressources permettrait au FIDA d'aider un plus grand nombre de pauvres, ce qui aura simultanément pour effet de valider et maximiser l'impact des changements que le Fonds a décidé d'introduire dans ses méthodes de travail et son mode de fonctionnement. En fournissant ainsi une assistance de plus en plus efficace à quelque 13 millions d'hommes et de femmes pauvres, le FIDA pourra contribuer de manière substantielle à la réalisation de l'Objectif du Millénaire pour le développement consistant à réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre de personnes vivant dans la pauvreté.

### **III. RESSOURCES REQUISES ET NIVEAU DE LA RECONSTITUTION**

44. Comme indiqué plus haut, le mandat du FIDA et sa longue expérience du combat contre la pauvreté rurale sont particulièrement utiles dans le monde actuel, à un moment où la pauvreté constitue la principale cible des efforts de développement et où la lutte contre la pauvreté rurale s'impose comme une nécessité de plus en plus évidente. Pour mener à bien un programme de travail d'une valeur totale de 2 milliards de USD pendant la période couverte par la septième reconstitution, le FIDA aura besoin de ressources considérablement accrues. Ces ressources proviendront en partie des contributions versées par les États membres pendant la période de la reconstitution et en partie des remboursements de prêts, des revenus des placements et, le cas échéant, des annulations de prêts.

45. Lors des deux reconstitutions antérieures, le FIDA a reçu des États membres des contributions représentant l'équivalent d'environ un tiers de 1% du montant global de l'aide publique au développement (APD). À la suite des engagements pris en 2002 lors de la Conférence internationale de Monterrey (Mexique) sur le financement du développement et des annonces de contributions spécifiques faites par les pays membres de l'Union européenne et d'autres pays, l'APD augmente nettement. Pendant la période 2007-2009, elle représentera sans doute en moyenne de 85 à 90 milliards de USD par an. Si le FIDA réussit simplement à recevoir la même proportion du montant global de l'APD, le niveau de la septième reconstitution devrait être d'au moins 800 millions de USD. Dans ce contexte, il y a lieu de noter que les négociations entreprises récemment en vue de la reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA) et du Fonds africain de développement ont débouché sur des augmentations de 30% et de 43% respectivement. Si le niveau de la septième reconstitution des ressources du FIDA était de 800 millions de USD, le taux de croissance serait comparable.

46. En supposant que le niveau de la reconstitution soit de 800 millions de USD, il faudrait utiliser 1,2 milliard de USD de ressources internes, soit 60% du total, pour financer pendant la période 2007-2009 un programme d'une valeur totale de 2 milliards de USD. Comme le montre le tableau 1, cela représente un ratio entre les ressources internes et les contributions des membres nettement plus élevé que dans le cas de l'IDA.



**Tableau 1: Comparaison des proportions des programmes de travail du FIDA et de l'IDA financées au moyen des ressources internes et des ressources provenant des reconstitutions**

	FIDA	IDA
Reconstitution	Septième	Quatorzième
Programme de travail	2,0 milliards de USD	22,5 milliards de DTS
Ressources internes (A)	1,2 milliard de USD (60,0%)	10,0 milliards de DTS <sup>a</sup> (44,4%)
Contributions des États membres (B)	0,8 milliard de USD (40,0%)	12,5 milliards de DTS (55,6%)
Ratio entre A et B	1,50	0,80

\*DTS = droit de tirage spécial.

<sup>a</sup> Y compris le montant net des virements de recettes provenant de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

47. Indépendamment des 2 milliards de USD nécessaires pour financer le programme de travail en 2007-2009, il faudra également financer le budget administratif et le Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP), ce qui devrait représenter des coûts estimés au total à 290 millions de USD sur la période de trois ans couverte par la septième reconstitution.

48. Il faut également prévoir les coûts liés à la participation du FIDA à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE), soit, selon les projections, un total de 137 millions de USD pendant la période 2007-2009.

49. Le tableau 2 dresse la liste des rentrées de ressources et des ressources requises pendant la période de la septième reconstitution. Les remboursements de prêts devraient atteindre au total 635 millions de USD, les revenus des placements 230 millions de USD, les fonds libérés par les annulations de prêts 223 millions de USD, et le solde des contributions à la sixième reconstitution quelque 32 millions de USD, soit au total 1,12 milliard de USD.

**Tableau 2: Flux de ressources pour la période de la septième reconstitution**  
(En supposant une augmentation annuelle de 10% du programme de travail sur la période de trois ans)

	(en millions de USD)
<b>Montant estimatif des ressources requises</b>	
Programme de travail (prêts et dons)	2 000
Budget administratif et Mécanisme de financement du développement des programmes	290
<b>Total des ressources requises</b>	<b>2 290</b>
<b>Coûts liés à l'Initiative PPTE</b>	<b>137</b>
<b>Montant estimatif des rentrées de ressources et annulations de prêts</b>	
Remboursements de prêts	635
Revenus des placements	230
Annulations de prêts	223
Solde des contributions à la sixième reconstitution	32
<b>Total des rentrées de ressources et annulations de prêts</b>	<b>1 120</b>
Contributions à la septième reconstitution	800
<b>Total des ressources disponibles pendant la période de la septième reconstitution</b>	<b>1 920</b>
<b>Ressources requises pendant la septième reconstitution</b>	
Si les dépenses liées à l'Initiative PPTE sont couvertes par le Fonds fiduciaire PPTE de la Banque mondiale et par les contributions spéciales	<b>370</b>
Si les dépenses liées à l'Initiative PPTE ne sont pas couvertes	<b>507</b>

50. Si le niveau de la septième reconstitution est de 800 millions de USD, il restera un déficit de 370 millions de USD qui serait financé en ayant recours aux remboursements futurs conformément au cadre de gestion de bilan. En outre, si les dépenses liées à la participation du FIDA à l'Initiative PPTE, c'est-à-dire 137 millions de USD, ne sont pas totalement couvertes par le biais du Fonds fiduciaire PPTE de la Banque mondiale et des contributions spéciales, le solde viendra s'ajouter au déficit de financement.

51. Il est proposé, en ayant recours au cadre de gestion de bilan, d'inclure dans les ressources disponibles pour engagement cinq années de remboursement de prêts, déduction faite des dépenses afférentes à l'Initiative PPTE et d'une marge de 5%, à titre de mesure de prudence. Ainsi, un montant de 370 millions de USD, ou d'environ 507 millions de USD<sup>2</sup> si les coûts liés à l'Initiative PPTE ne sont pas couverts par d'autres sources, devrait être financé selon cette modalité. À la fin de la période de la sixième reconstitution, le montant de l'utilisation qui aurait été faite du pouvoir d'engagement anticipé serait estimé à 455 millions de USD. Avec les 507 millions de USD nécessaires pour la période de la septième reconstitution, le total représenterait l'utilisation des quelque 4,5 années de futurs remboursements de prêts (comme indiqué au tableau 4).

52. Dans ce contexte, il a été proposé que le FIDA élabore pendant la période couverte par la septième reconstitution une politique de gestion des liquidités qui permette de surveiller la situation et de veiller à ce que le Fonds dispose à tout moment de liquidités suffisantes.

53. Dans le cadre d'une analyse de sensibilité, des projections ont été faites pour montrer les incidences d'un niveau de reconstitution supérieur ou inférieur à 800 millions de USD, à savoir 900 millions et 700 millions de USD. Ces incidences sont illustrées aux tableaux 3 et 4 ci-après.

<sup>2</sup> Chiffre basé sur le taux de change USD/DTS en vigueur.

**Tableau 3: Comparaison des ressources disponibles pendant la septième reconstitution selon trois scénarios de reconstitution<sup>a</sup>**

(En supposant une croissance annuelle de 10% du programme de travail pendant la période)

Prévisions de ressources	Niveau de la septième reconstitution		
	Scénario A: 700 millions de USD	Scénario B: 800 millions de USD	Scénario C: 900 millions de USD
Programme de travail (prêts et dons)	2 000	2 000	2 000
Budget administratif et Mécanisme de financement du développement des programmes	290	290	290
<b>Ressources requises pendant la septième reconstitution</b>	<b>2 290</b>	<b>2 290</b>	<b>2 290</b>
<b>Dépenses liées à l'Initiative PPTE pendant la septième reconstitution</b>	<b>137</b>	<b>137</b>	<b>137</b>
Contributions à la septième reconstitution	700	800	900
Solde des contributions à la sixième reconstitution	32	32	32
Revenus des placements	227	230	234
Remboursements de prêts	635	635	635
Annulations de prêts	223	223	223
<b>Rentrées de ressources pendant la septième reconstitution</b>	<b>1 817</b>	<b>1 920</b>	<b>2 024</b>
<b>Ressources requises pendant la septième reconstitution</b>			
<b>Avant dépenses PPTE</b>	<b>473</b>	<b>370</b>	<b>266</b>
<b>Après dépenses PPTE</b>	<b>610</b>	<b>507</b>	<b>403</b>

<sup>a</sup> Chiffres calculés sur la base de 1 DTS = 1,45 USD.

**Tableau 4: Comparaison des indicateurs financiers selon trois scénarios de reconstitution<sup>a</sup>**

Indicateurs financiers projetés	Niveau de la septième reconstitution		
	Scénario A: 700 millions de USD	Scénario B: 800 millions de USD	Scénario C: 900 millions de USD
Programme de travail annuel moyen (en millions de USD)	668	668	668
Niveau des liquidités (en millions de USD) à la fin de la période de la septième reconstitution	2 016	2 085	2 155
Nombre approximatif d'années de remboursements futurs de prêts utilisés pour engagement <sup>b</sup>	4,9	4,5	4,1

<sup>a</sup> Chiffres calculés sur la base de 1 DTS = 1,45 USD.

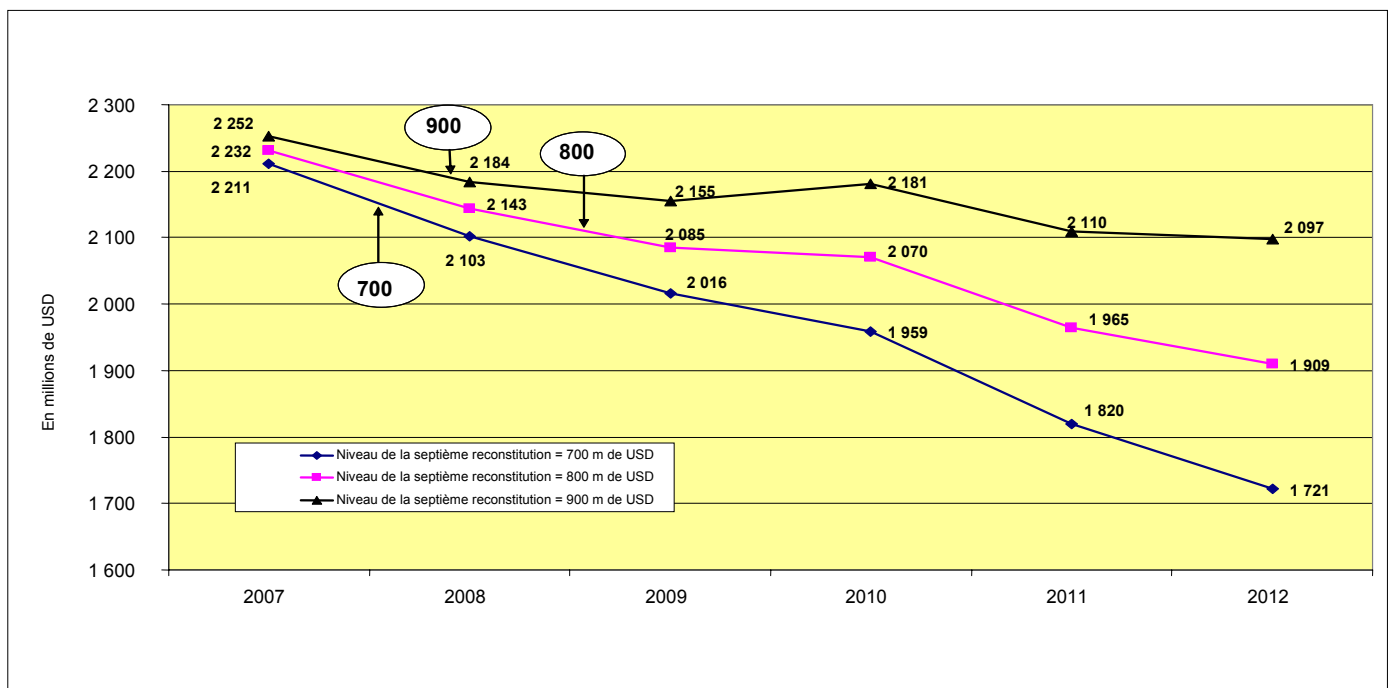
<sup>b</sup> Chaque année, 95% du principal et des intérêts des prêts, déduction faite des montants non remboursables conformément à l'Initiative PPTE.

54. Avec un niveau de reconstitution de 700 millions de USD, le déficit de financement augmente, comme cela est logique, et le nombre d'années de remboursements futurs de prêts requis conformément au cadre de gestion de bilan à la fin de la septième reconstitution atteint 4,9 ans, contre 4,5 ans si la reconstitution est de 800 millions de USD. Dans le cas d'une reconstitution de 900 millions de USD, le nombre d'années de remboursements futurs de prêts tombe à 4,1. Dans les trois scénarios, si les dépenses liées à la participation du Fonds à l'Initiative PPTE sont financées par le biais du Fonds fiduciaire PPTE de la Banque mondiale ou des contributions spéciales, le montant des remboursements futurs utilisé serait réduit de 137 millions de USD, soit un peu plus d'une demi année de remboursements futurs.

55. La figure 1 illustre les variations des liquidités selon les trois scénarios pendant la période de la huitième reconstitution (la base choisie à des fins d'illustration est une hypothèse neutre, c'est-à-dire le maintien du niveau de la huitième reconstitution et un programme de travail constant en termes réels, c'est-à-dire un taux de croissance égal seulement au taux d'inflation de 2% par an). Si la reconstitution

atteignait 900 millions de USD, le montant des liquidités serait naturellement beaucoup plus élevé que dans le cas du scénario de base. Si la reconstitution est de 700 millions de USD, en revanche, les liquidités seraient inférieures d'environ 69 millions de USD au scénario de base à la fin de la septième reconstitution et de 188 millions de USD à la fin de la huitième. Cette baisse des liquidités aurait un effet cumulatif avec le temps. Ainsi, si le niveau de la septième reconstitution baisse, il faudra soit accroître substantiellement celui de la huitième reconstitution, soit réduire considérablement le programme de travail du FIDA pendant cette dernière période. Pour exploiter au mieux la capacité éprouvée du FIDA à aider les ruraux pauvres à se libérer de la pauvreté, le niveau de la septième reconstitution devrait être de 800 millions de USD, ce qui permettrait de financer durablement un programme de travail de 2 milliards de USD pour 2007-2009.

**Figure 1: Prévisions de liquidités**



#### IV. RECOMMANDATIONS

56. La Consultation est invitée à approuver pour le FIDA un programme de travail de 2 milliards de USD pendant la période couverte par la septième reconstitution (2007-2009) ainsi qu'à approuver un niveau de 800 millions de USD pour la septième reconstitution, avec l'utilisation de 507 millions de USD<sup>3</sup> au maximum au titre des remboursements futurs conformément aux modalités du cadre de gestion de bilan.

<sup>3</sup> Chiffre basé sur le taux de change USD/DTS en vigueur.

1. Avec un programme de travail d'une valeur de 2 milliards de USD pour la période de la septième reconstitution – soit 33% de plus que pendant la période de la sixième reconstitution – le FIDA pourrait accroître considérablement l'action qu'il mène pour lever les principaux obstacles entravant la productivité des ruraux pauvres. L'orientation stratégique de ses opérations au cours de la période de la septième reconstitution sera définie plus en détail dans le cadre stratégique qui doit être élaboré pour 2007-2009 et dans les stratégies régionales qui en découleront. L'un des principaux objectifs du cadre stratégique sera de renforcer la contribution du FIDA à la réalisation des OMD.

2. Les projets appuyés par le Fonds exploiteront la longue expérience acquise par le FIDA en matière de conception et d'appui à l'exécution de programmes de lutte contre la pauvreté au cours de ses 27 années d'existence. Depuis sa création, le Fonds a fourni des financements d'un montant de plus de 8,7 milliards de USD pour 676 projets représentant un investissement global de quelque 23,9 milliards de USD. On estime que plus de 250 millions d'hommes et de femmes pauvres ont bénéficié de ces projets.

3. La grande diversité des États membres emprunteurs en termes de structures économiques, de niveaux de revenus et de bases de ressources naturelles appelle la mise en œuvre de stratégies diversifiées dans les différents pays et régions compte tenu des situations spécifiques de pauvreté rurale, des opportunités et des partenariats. Le programme de travail renforcé du FIDA pour la période de la septième reconstitution comporte cependant un certain nombre de thèmes transversaux. Dans toutes les régions, le Fonds s'emploiera à renforcer les capacités des ruraux pauvres, de leurs organisations et de leurs communautés. Faute d'efforts concertés et ciblés tendant à créer des possibilités nouvelles pour les pauvres, les inégalités socioéconomiques et entre les sexes sont condamnées à persister.

4. Le manque d'accès aux services financiers est l'une des contraintes qui limitent le plus la possibilité d'élargir les choix socioéconomiques des ruraux pauvres. Le FIDA est la seule institution financière internationale à cibler spécifiquement ses activités sur la finance rurale et il entend faire jouer cet avantage comparatif pour aider à établir des systèmes financiers ruraux qui puissent non seulement accorder des prêts mais aussi donner accès à l'épargne, à l'assurance et aux services de rapatriement de fonds. Pour permettre aux entreprises rurales d'utiliser efficacement les services financiers, le FIDA appuiera les activités tendant à promouvoir les entreprises rurales et à faciliter leur accès aux marchés au moyen d'approches conçues spécifiquement en fonction des régions. Améliorer l'accès des ruraux pauvres aux ressources naturelles et à la technologie est l'un des piliers de l'action menée par le FIDA pour atténuer la pauvreté rurale. Le programme de travail consistera principalement à intensifier et diversifier la production agricole, avec une mobilisation autour des questions liées à la terre et à l'eau, et à mettre en avant la gestion des savoirs pour aider les ruraux pauvres à innover, à expérimenter et à échanger leurs données d'expérience. Dans tous ces domaines, les activités seront étayées par des partenariats renforcés avec des institutions nationales, régionales et internationales.

### **Afrique de l'Ouest et du Centre**

5. Avec un programme de travail élargi, la Division Afrique de l'Ouest et du Centre pourra exploiter l'expérience considérable qu'elle a accumulée quant aux perspectives et contraintes de la réduction de la pauvreté rurale dans cette région. Fort des résultats déjà obtenus, le FIDA accroîtra ses investissements dans les domaines où il a un avantage comparatif pour tirer parti de la refocalisation sur le développement agricole dans la région. Quatre objectifs stratégiques seront poursuivis: i) renforcer la capacité des ruraux pauvres et de leurs organisations; ii) améliorer l'accès aux services financiers et aux marchés; iii) accroître la productivité de l'agriculture et des ressources naturelles; et iv) réduire la vulnérabilité des ruraux aux principales menaces qui pèsent sur leurs moyens de subsistance.

6. En ce qui concerne le renforcement des capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations, le FIDA a suivi de près les importants efforts de décentralisation qui se poursuivent dans la région et a tiré des enseignements de projets hautement participatifs. Il a ce faisant élaboré au cours des trois dernières années une approche du développement local basée sur l'initiative populaire, validée par les processus mis en œuvre dans la région et par la communauté du développement, qui guidera toutes ses futures initiatives en faveur du développement local. La planification, l'exécution, le suivi et l'évaluation participatifs ont été mis à l'épreuve. Des améliorations leur seront apportées, et leur utilisation sera généralisée. Des efforts massifs s'imposent si l'on veut ancrer solidement la participation citoyenne dans les processus de décentralisation en cours. Les investissements du FIDA à l'échelle locale viendront accompagner l'effort de réforme des institutions et de création d'infrastructures sociales et productives gérées localement. L'investissement dans les infrastructures sociales (eau potable, écoles et dispensaires) sera étoffé.

7. Un dynamique secteur de la microfinance est en train de naître en Afrique de l'Ouest et du Centre. D'importants enseignements ont été tirés des efforts déployés pour faciliter l'accès aux services financiers et le FIDA a ainsi pu élaborer une stratégie de finance rurale et un plan d'action pour la région Afrique de l'Ouest et du Centre. Le plan d'action entend répondre aux besoins croissants en institutions de microfinance, et en crédits à moyen terme, ainsi qu'à la nécessité de créer un réseau national viable et d'offrir de nouveaux produits. Le prochain programme appuiera l'établissement de plans stratégiques et de contrats de performance, la recherche, la mise au point d'approches novatrices et de systèmes rationnels de suivi et de compte rendu. Dans ce contexte, les institutions de microfinance recevront un appui pour participer au MIX (Microfinance Information Exchange) et organiser la présentation de rapports périodiques sur une série minimum d'indicateurs mutuellement convenus. Le mécanisme d'appui à l'exécution sera aidé de manière à pouvoir fournir durablement un appui technique, des services de dépannage, etc., aux opérations de finance rurale réalisées dans la région avec le soutien du FIDA. Ce mécanisme servira également à promouvoir le réseautage et les rapprochements dans le secteur de la finance rurale.

8. S'agissant de l'accès aux marchés, un vaste programme de partenariats avec le secteur privé a été lancé à la lumière des enseignements de deux projets novateurs: il s'agit en l'occurrence de créer des liens efficaces entre les petits producteurs et les petites et grandes entreprises pour la production et la commercialisation du cacao, du mil, de sorgho, du manioc, de la gomme arabique, des mangues et des haricots verts. Les initiatives de promotion et de développement de la petite entreprise lancées au Burkina Faso et au Sénégal seront également poursuivies et élargies. De plus, pour exploiter les nouveaux débouchés qu'offre l'expansion des populations urbaines, il faudra construire des routes d'accès et des installations de transport et d'entreposage ce qui nécessitera des investissements substantiels. Par ailleurs, de 20 à 25% au moins de tous les nouveaux projets aideront à renforcer les capacités commerciales dans le but de stimuler le développement du secteur privé.

9. Pour contribuer à améliorer la productivité de l'agriculture et des ressources naturelles, le Fonds s'intéressera essentiellement au matériel végétal amélioré, à la transformation à petite échelle, aux technologies après récoltes, à la multiplication et à la diffusion de la nouvelle variété de riz nERICA et des variétés améliorées de manioc. Il encouragera l'adoption de méthodes améliorées de gestion des ressources naturelles (en particulier pour promouvoir la conservation des sols et de l'eau dans les régions semi-arides) et le développement des activités locales de multiplication des semences, et mettra l'accent sur la micro-irrigation afin de réduire la vulnérabilité des cultures. Par ailleurs, il s'attachera à développer les fermes-écoles ainsi que les services vétérinaires dans les villages, en veillant tout particulièrement à promouvoir l'application des meilleures pratiques locales et à introduire des technologies innovantes. Dans ce contexte, il continuera de collaborer avec les centres de recherche, y compris le GCRAI, dans des domaines comme la lutte contre les maladies des plantes et le criquet pèlerin et la sélection de variétés adaptées. La productivité de l'élevage sera améliorée grâce à la mise en place d'un réseau villageois viable de services vétérinaires, surtout pour le petit

bétail. Il est également prévu d'accroître la production de poisson en renforçant et en appuyant les organisations communautaires et les organisations de producteurs.

10. Pour ce qui est de la gestion des savoirs et de l'innovation, le FIDA mettra en œuvre un plan d'action pour améliorer l'exécution et l'impact de ses programmes par le renforcement des systèmes de S&E, un meilleur partage de l'information et des savoirs, et un effort supplémentaire de communication. Une stratégie régionale de communication est en préparation à cette fin. En outre, Fidafrique continuera d'être un important espace d'échange d'idées et d'informations entre le personnel régional des projets et les autres acteurs régionaux. Il jouera un rôle central dans la diffusion et l'échange d'informations sur des aspects importants du développement rural et sur les questions liées à l'amélioration de la gestion des projets, ce qui aura pour effet de renforcer l'efficacité des opérations du FIDA dans la région. Le projet relatif à la présence sur le terrain facilitera également la génération et l'échange de connaissances entre les acteurs régionaux et entre les bureaux sur le terrain et le siège.

11. Enfin, l'expérience acquise sur le terrain permet de mettre au point des modalités pour réduire la vulnérabilité des ruraux pauvres aux menaces majeures (VIH/sida, maladies, catastrophes, sécheresses et conflits).

12. Le FIDA s'est fixé pour objectif d'accroître ses prêts de 10%, ce qui lui permettra de porter le programme de travail pour la région Afrique de l'Ouest et du Centre à un niveau de prêt de 330 millions de USD, à savoir 100 millions de USD en 2007, 110 millions de USD en 2008 et 120 millions de USD en 2009.

13. Le programme décrit plus haut sera réalisé en partenariat avec d'autres institutions de développement sur la base d'arrangements de cofinancement et de partenariats stratégiques. À cet égard, le FIDA continuera de tirer parti du forum des donateurs sur la collaboration et l'harmonisation pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. À l'échelle régionale, il appuiera la politique agricole commune de la CEDEAO afin d'améliorer l'accès des petits exploitants aux marchés locaux et régionaux. Ainsi, il continuera d'aider la plateforme régionale à identifier les questions de politique générale prioritaires à la lumière des activités de prêts et de dons sur le terrain, et à mener des concertations aux échelons national et régional. Son appui ira également au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et à l'Union africaine pour ce qui est du renforcement des capacités des agriculteurs et de la participation aux processus de décision. Une initiative conjointe de commercialisation et de transformation du manioc sera lancée avec le NEPAD.

### **Afrique orientale et australe**

14. En Afrique orientale et australe, le FIDA est l'une des principales sources d'aide au développement pour ce qui est de la lutte contre la pauvreté rurale et en particulier des activités économiques des ruraux pauvres. Il est l'une des principales institutions de financement pour le secteur agricole, voire la principale dans un certain nombre de pays. L'Afrique orientale et australe est la région dans laquelle la réduction de la pauvreté dépend le plus manifestement du développement rural, et c'est là qu'il faudra accélérer la cadence au maximum pour pouvoir réaliser les OMD. L'augmentation du niveau de la septième reconstitution permettra au FIDA d'avoir un impact significatif sur la pauvreté rurale.

15. Dans ce contexte, le FIDA appuiera à travers ses projets les efforts déployés par les gouvernements pour mettre en œuvre aux échelons sectoriel et infrasectoriel des programmes adaptés aux besoins des ruraux pauvres. La participation à l'approche-programme sectorielle dans les pays où elle a été introduite, conformément à la politique adoptée en la matière par le Conseil d'administration en avril 2005, sera un élément essentiel de cet engagement. Dans les autres pays, le Fonds fournira un appui aux programmes dans des sous-secteurs tels que la finance rurale, la gestion de l'eau, l'accès aux marchés, ou des denrées spécifiques.

16. On note une évolution de la nature, de la gravité et de l'ampleur de la pauvreté dans la région. Sur la base des résultats obtenus et acquis de l'expérience en Afrique orientale et australe, le FIDA accroîtra ses activités dans quatre domaines: i) renforcement des capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations; ii) amélioration de l'accès aux services financiers et aux marchés; iii) amélioration de la productivité de l'agriculture et des ressources naturelles; et iv) réduction de la vulnérabilité des ruraux pauvres aux principales menaces (maladies, catastrophes, sécheresses, conflits) qui pèsent sur leurs moyens de subsistance.

17. Les organisations autonomes d'agriculteurs sont apparues plus tardivement en Afrique orientale et australe qu'en Afrique de l'Ouest. Pourtant, elles ont manifestement un rôle important à jouer en tant que prestataires de services aux agriculteurs ruraux pauvres. Le FIDA procède actuellement au recensement préliminaire des organisations d'agriculteurs dans la région.

18. En ce qui concerne les liens avec les marchés, l'expérience montre qu'il est difficile de trouver des prestataires de services qualifiés et qu'il faut cibler l'appui sur des denrées spécifiques plutôt que sur les marchés locaux et nationaux en général. À ce propos, la Stratégie de partenariat pour le développement du secteur privé approuvée récemment permettra au FIDA d'intervenir d'un bout à l'autre du circuit de commercialisation, et pas seulement au niveau de la production primaire. Le Fonds s'attachera également à aider les groupes d'agriculteurs à gérer les savoirs en utilisant Internet et à promouvoir le renforcement du capital social à l'occasion de la décentralisation des pouvoirs.

19. Au-delà de ses dimensions sociales et sanitaires, le VIH/sida constitue aujourd'hui un sérieux problème de développement dans la région. Dans ce contexte, le FIDA cherchera à faire ressortir les corrélations entre VIH/sida, régime foncier et gestion des ressources. Il s'investira davantage dans ces trois sphères pour que leur impact soit mieux pris en considération dans la conception et l'exécution des projets qu'il appuie.

20. Dans la région Afrique orientale et australe, le programme de travail élargi pour 2007-2009 représentera des prêts et des dons d'un montant total de 321 millions de USD, à savoir 100 millions de USD en 2007, 110 millions de USD en 2008 et 121 millions de USD en 2009.

### **Asie et Pacifique**

21. Si l'Asie a enregistré les plus grandes avancées vers la réalisation des OMD, l'extrême pauvreté y reste massive, puisqu'elle touche 270 millions de personnes en Asie de l'Est et 430 millions en Asie du Sud. La pauvreté extrême demeure essentiellement un problème rural: 79,6% des habitants de l'Asie de l'Est et 77,2% des Asiatiques qui subsistent avec moins de 1 USD par jour vivent en milieu rural. La région Asie et Pacifique dispose d'un certain nombre d'atouts (démocratie, décentralisation et macroéconomies saines) qui lui donnent une fenêtre d'opportunité pour réduire nettement la pauvreté rurale dans les prochaines années. Le FIDA, pour sa part, a acquis une expérience considérable dans la conception et la réalisation de projets et de programmes pour les groupes de ruraux pauvres, en particulier les femmes et les populations autochtones.

22. Pour maximiser l'impact de l'augmentation des aides financières sur la réduction de la pauvreté rurale, le Fonds a l'intention de mettre un accent plus marqué sur l'effet de ses activités sur le développement, particulièrement dans les domaines comme l'innovation et la formulation des politiques, la gestion des savoirs, la création de partenariats, l'harmonisation des programmes des donateurs et la reproduction à plus grande échelle des aspects novateurs des programmes et des politiques générales aux échelons national et régional.



23. Le FIDA poursuivra la mise en œuvre de sa stratégie pour l'Asie et le Pacifique<sup>4</sup>, qui compte quatre piliers: développement des régions les moins favorisées; renforcement des capacités des femmes à promouvoir le changement économique et social; renforcement des capacités des populations autochtones et des autres groupes marginalisés; création de coalitions de pauvres.

24. Pour les zones les moins favorisées, l'expérience conduit à privilégier: la diffusion de technologies agricoles durables, la promotion des produits à forte valeur ajoutée dans des créneaux spécifiques (produits horticoles, plantes médicinales, agriculture biologique); la promotion des emplois et des revenus non agricoles (microentreprises, vivres-contre-travail); l'augmentation de la valeur ajoutée des produits agricoles; un meilleur accès aux avoirs productifs; le développement des infrastructures rurales (routes d'accès, marchés); la rémunération des services environnementaux fournis par les pauvres.

25. Les deux tiers des programmes de pays pour la région Asie et Pacifique concernent des zones défavorisées (hautes terres et régions montagneuses, zones côtières marginales et terres arides). Le développement technologique de ces zones est axé sur: l'innovation agroforestière; l'innovation pour les hautes terres et les zones montagneuses; la diffusion des technologies. Les cultures de haute valeur tels que produits horticoles et plantes médicinales ou aromatiques seront encouragées.

26. En ce qui concerne l'amélioration de la condition féminine, la stratégie consistera à faciliter l'accès des femmes aux services financiers et à la technologie, à accroître leur représentation dans les institutions locales, et à renforcer leurs organisations. Les femmes seront du reste l'un des principaux groupes cibles de tous les nouveaux projets appuyés par le Fonds. La grande majorité des groupes d'entraide formés dans le cadre des programmes de microfinance sont féminins.

27. De même, l'action en faveur des groupes de ruraux pauvres marginalisés visera surtout à améliorer l'accès aux ressources et à promouvoir l'émancipation sociale. Un tiers des nouveaux projets s'adresseront aux populations autochtones et autres groupes de ruraux pauvres marginalisés. Les priorités des projets sont notamment l'appui à l'action collective des pauvres (groupes d'auto-assistance, groupes d'usagers); la participation des pauvres aux institutions locales autonomes; et le renforcement de leur participation à la conception, à l'exécution et au suivi des projets et des programmes.

28. La donne stratégique a évolué. Les pays asiatiques se réengagent activement dans le développement agricole en privilégiant de nouveaux modes d'exploitation. Cela implique d'autres modèles pour les organisations agricoles (ministères de l'agriculture et du développement rural, secteur privé, organisations à assise communautaire et organisations de la société civile, modèles institutionnels pluralistes de recherche et de vulgarisation, etc.), une stratégie de développement plus écologique attentive à la chaîne de valorisation et l'agro-industrie. En outre, dans beaucoup de pays d'Asie, l'agriculture va sans doute très prochainement connaître des pénuries d'eau. Il importe par conséquent de mettre au point et de diffuser des techniques de gestion de l'eau propres à améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau et les procédés de conservation.

29. La biotechnologie peut grandement contribuer à résoudre les problèmes que connaissent les agriculteurs pauvres en renforçant la tolérance à la sécheresse et la résistance aux parasites et aux maladies, en améliorant la qualité nutritionnelle des produits, etc. Il sera essentiel d'attirer des investissements dans la recherche sur les problèmes auxquels doivent faire face les agriculteurs pauvres dans les zones marginales.

---

<sup>4</sup> La Division Asie et Pacifique a demandé au Bureau de l'évaluation d'évaluer en 2005 la stratégie régionale qu'elle a élaborée en 2002 et elle envisage d'en faire aussi une auto-évaluation, ce qui devrait déboucher sur une révision de la stratégie régionale au début de 2006.

30. Le secteur de la microfinance devrait croître avec une nouvelle génération d'innovations: élargissement de la gamme de services d'épargne et de crédit proposée aux ruraux pauvres, micro-assurance, mobilisation productive des fonds rapatriés. Viendront s'y ajouter des innovations qui aideront les petites et microentreprises rurales à créer des emplois et à stimuler l'esprit d'entreprise.

31. La pauvreté n'est pas seulement synonyme de dénuement, mais aussi de vulnérabilité aux chocs exogènes qui déclenchent la spirale de la misère. Aussi le principal défi en matière de développement durable consistera-t-il à élaborer des stratégies et des politiques de réduction de la pauvreté très attentives à la réduction et à l'atténuation des risques, et aux mécanismes de survie. Il suffit de voir par exemple l'incidence du VIH/sida, qui augmente rapidement dans beaucoup de pays d'Asie. L'écrasante majorité des personnes touchées sont des ruraux pauvres, parmi lesquels les femmes occupent une place disproportionnée. L'autre danger potentiellement grave est celui de la pandémie de grippe aviaire, qui pourrait priver d'innombrables ruraux pauvres d'Asie de moyens de subsistance et créer un risque sanitaire à l'échelle mondiale.

32. Les crises causées par l'homme et les catastrophes naturelles, comme le tsunami qui a déferlé dans l'océan Indien en 2004, des conditions météorologiques extrêmes et la persistance de guerres civiles dans de nombreux pays de la région perturbent gravement l'activité économique productive et la prestation des services de base. Aussi faudra-t-il trouver des approches novatrices de prévention des crises et de reconstruction et de développement après les crises pour aider les pays à faible revenu déjà ébranlés et les pays touchés par des conflits à: i) atténuer l'impact des catastrophes naturelles, et des conflits violents et de la fragilité des États; et ii) renforcer l'état de droit, la bonne gouvernance et l'initiative populaire au profit des communautés rurales pauvres.

33. L'augmentation du programme de travail du FIDA en 2007-2009 permettrait à la région Asie et Pacifique d'avoir un programme de travail d'un montant de 558 millions de USD pour la période couverte par la septième reconstitution, soit 169 millions de USD en 2007, 185 millions de USD en 2008 et 204 millions de USD en 2009.

### **Proche-Orient et Afrique du Nord**

34. Depuis sa création en 1977, le FIDA est très présent dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord (POAN) et l'élargissement de son programme de travail pour 2007-2009 lui permettrait d'y jouer un rôle plus important. Selon le rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le développement, le développement économique de la région stagne depuis les années 90, et 62,9% des personnes extrêmement pauvres vivent en milieu rural.

35. Le FIDA compte sur sa stratégie révisée pour la région POAN, pour accentuer son rôle dans la région, sur les plans thématique et géographique<sup>5</sup>. Quatre éléments seront privilégiés: i) un nouveau seuil pour la gestion des terres et des ressources en eau, l'intention étant de réduire la pauvreté; ii) la lutte contre le chômage des jeunes, dans le cadre de programmes de réduction de la pauvreté rurale; iii) la mise en place de la microfinance rurale; et iv) l'accès des petits exploitants et des ruraux pauvres aux marchés internationaux. La complexité et le caractère inédit de ces thèmes dans le contexte de la région POAN nécessiteront un soutien accru aux États membres emprunteurs et des ressources additionnelles.

36. La région POAN demeure l'une des plus arides du monde. La rareté de l'eau est peut-être la contrainte la plus sérieuse pour les ruraux pauvres de la région, outre qu'elle entrave sérieusement le développement agricole. Le FIDA a appuyé avec succès beaucoup de programmes de bonification des

---

<sup>5</sup> PN a demandé au Bureau de l'évaluation du FIDA d'évaluer en 2005-06 les stratégies actuellement mises en œuvre et a entrepris un examen interne de ces stratégies. Les nouvelles stratégies régionales seront élaborées par la suite.

terres et de conservation de l'eau destinés aux petits exploitants ainsi que des programmes liés à divers aspects de la gestion des ressources en eau. Le FIDA entend exploiter et appliquer largement les premiers résultats des recherches dans des conditions plus difficiles. À cette fin, il multipliera les concertations en vue d'améliorer les politiques relatives à l'administration des sols et de l'eau et s'attachera, au sein des instances régionales et internationales, à promouvoir la formulation de politiques mieux appropriées pour faire face au manque d'eau.

37. Les taux de chômage extrêmement élevés, surtout parmi les jeunes diplômés, représentent aujourd'hui un défi majeur pour la région POAN. Selon les estimations de la Banque mondiale, les taux officiels moyens de chômage dans la région dépassaient 15% en 2004, et parfois 20% dans certains pays. Dans quelques pays, ils sont deux fois plus élevés que la moyenne régionale, de sorte que la région devrait créer quelque 4 millions d'emplois par an au cours des quelques prochaines années pour pouvoir absorber les nouveaux venus sur le marché du travail. Compte tenu de la rareté des terres arables et de l'eau, le secteur agricole ne peut pas vraiment absorber une main-d'œuvre beaucoup plus nombreuse. Pour faire face à ce défi, le FIDA a prévu d'appuyer au moyen d'un nouveau et important don régional un programme de recherche appliquée pour analyser les causes du chômage rural et définir des interventions ciblées efficaces. Sur la base des résultats de ces recherches, le FIDA mettra au point pour la période 2007-2009 de nouveaux programmes de lutte contre le chômage rural qui constitueront un élément majeur de son appui aux programmes de réduction de la pauvreté rurale dans la région.

38. En dépit de son importance capitale pour les ruraux pauvres de la région, le secteur de la microfinance a été créé plus récemment que dans la plupart des pays en développement. La forte présence de l'État dans le secteur financier et l'absence de législations et de réglementations adéquates pour la microfinance empêchent des millions de ruraux pauvres d'avoir accès à des services financiers adéquats. Le FIDA a récemment réussi à s'entendre avec un certain nombre de banques agricoles publiques de la région pour qu'elles proposent des services aux ruraux pauvres. Il faudra néanmoins une percée majeure pour élargir la couverture des zones rurales. La région recèle un formidable potentiel d'expansion des services financiers en direction des pauvres, et le FIDA est bien placé pour saisir cette occasion de renforcer les capacités institutionnelles à offrir ces services aux ruraux pauvres.

39. Cette année, le FIDA a commencé de collaborer avec des organisations internationales de premier plan comme le CGAP (Groupe consultatif d'assistance aux pauvres) et ACCION (réseau international à but non lucratif de la microfinance) pour promouvoir le développement d'un secteur financier rural réactif aux besoins. Le réseau ACCION encouragera les banques commerciales à créer des miniservices pour les régions rurales et à adapter leurs instruments financiers aux besoins des ruraux pauvres. Moyennant des ressources supplémentaires, cet élément pourrait constituer un aspect majeur des opérations du FIDA dans la région. Certaines institutions de financement régionales, par exemple l'AGFUND (programme des pays arabes du Golfe pour les organisations de développement des Nations Unies), ont déclaré vouloir s'associer avec le FIDA, ce qui élargira la portée des activités du Fonds dans ce domaine.

40. Les ruraux pauvres de la région trouvent difficilement des débouchés pour leurs produits agricoles; le FIDA aidera les pays de la région POAN à développer les marchés d'exportation des produits non traditionnels. Des ONG ont déjà pris des initiatives pour que les petits producteurs de cultures bio et plantes médicinales puissent prendre pied sur les marchés européens. Le FIDA collaborera avec ces ONG et le secteur privé pour reproduire ces initiatives à plus grande échelle dans d'autres pays ou pour d'autres produits. En partenariat avec de grands instituts de recherche, le FIDA a déjà entrepris des recherches sur l'impact de la libéralisation des échanges avec l'UE et sur les possibilités d'exportation pour les petits exploitants de la région. Il prévoit d'organiser un atelier réunissant des spécialistes de l'exportation et de la commercialisation ainsi que des responsables de

dossiers commerciaux et agricoles de la région, afin d'élaborer un plan d'action et de prospection de marchés d'exportation pour les petits producteurs ruraux.

41. La stratégie pour la région POAN sera géographiquement ciblée sur les zones rurales les plus pauvres. Les éléments transversaux des stratégies régionales pour POAN et ECI seront notamment les suivants: intégration d'une perspective sexospécifique sur la base des acquis de l'expérience des deux programmes actuels de promotion de l'égalité hommes-femmes financés au moyen de dons d'assistance technique; interventions plus dynamiques au sein des instances d'harmonisation des donateurs et création de partenariats avec le secteur privé et la société civile; une approche de la gestion des savoirs qui permet de reproduire à plus grande échelle les innovations réussies, d'élargir la portée des services, de rehausser la visibilité de l'action du Fonds et de partager les enseignements issus de l'expérience au niveau des programmes de pays du FIDA et avec les partenaires.

### **Europe centrale et orientale et nouveaux États indépendants**

42. Les huit pays de la région Europe centrale et orientale et nouveaux États indépendants sont un élément relativement nouveau du portefeuille du FIDA. La situation de la pauvreté y est inhabituelle et représente un défi pour le Fonds. L'effondrement de l'ancien système communiste s'est traduit dernièrement par une montée en flèche des taux de pauvreté. Dans les pays de la Communauté d'États indépendants, la proportion des personnes qui vivent avec moins de 1 USD par jour est passée de 0,4% en 1990 à 5,3% en 2001. Cette augmentation est surtout nette dans les zones rurales, qui regroupent 52,6% de la population extrêmement pauvre. Dans la région ECI, la pauvreté tend à se concentrer dans les zones montagneuses et isolées, et touche surtout des personnes âgées, les jeunes et les ménages dirigés par des femmes.

43. L'objectif stratégique du FIDA dans la région ECI est d'appuyer le processus de transition avec des programmes de développement agricole durable propres à réduire la pauvreté rurale. Le développement du secteur privé et des partenariats public-privé sera le moteur de la plupart des interventions. Il s'agira plus particulièrement d'améliorer l'accès des petits exploitants aux marchés nationaux, régionaux et internationaux, en utilisant la filière des produits de base d'une manière sélective qui renforce les articulations avec les ménages d'agriculteurs les plus pauvres.

44. Dans plusieurs pays de la région CEN, des initiatives ont déjà été lancées pour relier les agriculteurs aux marchés grâce à des programmes d'investissement dans la chaîne d'approvisionnement: l'objectif est d'analyser l'ensemble de la chaîne, de la production à la consommation, pour en repérer les points faibles, puis de faire les investissements nécessaires en termes d'assistance technique, de renforcement des capacités et de concertation. Au niveau de la production, par exemple, les agriculteurs sont formés aux techniques de commercialisation ou sont aidés à former des associations pour améliorer leur potentiel commercial. Ces initiatives seront reproduites à plus grande échelle dans les autres pays de l'ECI. Dans ce contexte, le développement du secteur financier rural, fondé sur une collaboration avec les associations et les banques commerciales, deviendra un aspect central de la stratégie pour cette sous-région.

45. Dans ces régions, le renforcement du programme de travail du FIDA pour la période couverte par la septième reconstitution se traduirait par un volume d'activités représentant au total (prêts et dons) environ 285 millions de USD: 86 millions de USD en 2007, 95 millions de USD en 2008 et 104 millions de USD en 2009.

### **Amérique latine et Caraïbes**

46. La réduction de la pauvreté demeure l'un des problèmes majeurs à résoudre dans la région Amérique latine et Caraïbes, particulièrement dans les zones rurales, où 64% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. Pour relever les défis de la région, le FIDA articulera ses opérations

autour de quatre éléments principaux: i) le développement du capital humain et social; ii) l'exploitation des débouchés; iii) la promotion de la concertation; et iv) l'harmonisation des investissements.

47. La formation de capital social aura essentiellement pour but de garantir la participation des groupes les plus marginalisés aux initiatives de proximité: i) les groupes autochtones, qui constituent la majeure partie des ruraux pauvres de la région. Le FIDA élaborera également des approches novatrices afin d'intégrer les populations d'ascendance africaine à ses opérations; ii) les femmes, grâce à l'intégration des paramètres du genre dans toutes les activités. Un nouveau programme régional sera élaboré à cette fin; et iii) les jeunes ruraux, dont les projets et les initiatives seront appuyés par les opérations du FIDA.

48. Le FIDA continuera de chercher des solutions efficaces et économiques afin d'aider les agriculteurs à avoir accès aux marchés, pour vendre leurs produits et pour acheter des biens productifs. La stratégie régionale mettra l'accent sur le développement de chaînes de production complètes, en corrélation avec le développement du secteur privé et de services financiers ruraux viables. Il recherchera, en collaboration avec les organismes spécialistes des TIC, de nouvelles méthodes pour améliorer l'accès aux marchés.

49. Compte tenu de la faiblesse des structures institutionnelles de la région, la concertation contribuera au renforcement des institutions nationales. Les activités d'appui à la formulation de politiques nationales en faveur des ruraux pauvres seront fondées sur les enseignements des projets et assureront la participation: i) des représentants des groupes de bénéficiaires des projets du FIDA; ii) des représentants des organisations rurales légitimes; iii) des directeurs de projets et des spécialistes. L'importance croissante des accords commerciaux régionaux, synonymes de possibilités nouvelles mais aussi de défis inédits pour les petits producteurs ruraux sera l'objet d'une attention particulière. C'est aussi, par exemple, que le Fonds continuera de soutenir les moyens de subsistance des producteurs dans les pays du MERCOSUR et accordera un rang de priorité élevé au suivi des effets de l'Accord centraméricain de libre-échange (CAFTA). Par ailleurs, il encouragera et appuiera la décentralisation des pouvoirs publics.

50. Le FIDA s'emploiera à promouvoir la réalisation de l'objectif de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide en harmonisant les investissements dans la région. La coordination et la coopération avec les autres organismes d'aide dans la région fonctionnent déjà bien; elles seront renforcées, en particulier avec la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement.

51. Le programme de travail élargi prévu pour 2007-2009 permettra d'accorder dans la région Amérique latine et Caraïbes des prêts et des dons pour un montant de 307 millions de USD: 93 millions de USD en 2007, 102 millions de USD en 2008 et 112 millions de USD en 2009.